



BP29

80-82 rue de Montreuil - 75011 Paris

(: 01.44.64.64.44

☎ : 01.43.48.96.16

E-mail : contact@solidairesfinancespubliques.fr

Section du VAL D'OISE



Télétravail liminaire CHSCT 18 03 2021

Madame La Présidente,

Tout d'abord, en propos introductif, nous pouvons remarquer que la crise sanitaire aura permis de faire progresser de manière très conséquente l'administration sur le sujet du télétravail et notamment au sein de la DDFiP du Val-d'Oise et du CID d'Osny.

Le télétravail est un mode de travail globalement souhaité et apprécié par les agents qui en bénéficient pendant le contexte particulier de la crise sanitaire et un très grand nombre d'entre eux envisage de le poursuivre après la crise.

Il est clair, pour Solidaires Finances, qu'au vu des risques que le télétravail fait porter en terme de TMS, fatigue musculaire et toutes les formes d'Algie (lombalgie, douleurs cervicales, etc...), l'administration doit équiper les collègues d'un poste complet de travail (double écrans, fauteuil, souris clavier...).

Au delà de l'aspect matériel, pour assurer l'accès au télétravail dans les meilleures conditions possibles celui-ci doit être accompagné de mesures fortes en terme d'organisation du travail, de formation, d'espaces de travail, de matériel et de santé sécurité au travail.

Solidaires finances tient à aborder tous les aspects du télétravail dans sa dimension santé et sécurité (conditions matérielles, TMS, organisationnelles, RPS...) et en faire un sujet récurrent de nos futurs CHSCT.

L'objectif est d'aboutir à des propositions concrètes pour améliorer les conditions de vie au travail en télétravail et donc d'en débattre au sein du CHSCT.

Nous ne disons pas que rien n'est fait sur le terrain, nous pensons toutefois que des progrès sont possibles pour améliorer l'existant en mettant l'accent sur la prévention et l'accompagnement dans l'organisation du travail.

Le développement massif du télétravail ne peut se faire au détriment de la santé des personnels ou du collectif de travail.

SF et/ou aucun de nous ne veut d'un télétravail « low cost » .